

Avis adopté

Séance plénière du 12 juillet 2023

Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes

Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Nous avons tous accepté la sobriété l'an dernier, année de crise et de prix de l'énergie, de prix tout court, élevés. Sommes-nous prêts à la prolonger pour réussir la transition écologique ?

Nous l'espérons, en sachant que cela dépendra des conditions et de la perception que nous aurons du partage de l'effort.

Dois-je faire plus que mes voisins, que les autres acteurs, que mes collègues, que les entreprises, que les autres pays, les plus riches, les plus pauvres ?

Pensons au Niger aujourd'hui représenté. Le grand mérite de cet avis est d'acter que tous les acteurs de la société ont un rôle à jouer, consommateurs, entreprises et pouvoirs publics et de reconnaître que, même si ces efforts sont encouragés, même si la publicité nous crée de nouveaux imaginaires, il faudra aller au-delà de la seule action volontaire.

L'action volontaire marche, mais trop lentement par rapport aux enjeux auxquels nous faisons face.

Oui, il faut plus de régulation et nous soutenons la plupart des préconisations de l'avis. L'avis répartit les efforts sur tous, c'est un succès de l'avoir fait avec trois rapporteurs et deux commissions – pas toujours facile, bravo aux deux Présidents, au groupe de travail ainsi qu'aux deux équipes administratives.

Notre point de désaccord avec l'avis porte sur la proposition de dispositifs de fiscalité, contribution appliquée à certains produits et à la publicité.

Nous avons déjà la perspective d'un prix du carbone croissant institué au niveau européen. Faisons-le marcher, faisons-le monter.

Faut-il en ajouter ? Ou plutôt réduire les subventions dommageables à l'environnement ?

La fiscalité doit être un mécanisme économique de dernier recours, pas un premier.

Pour cette seule raison, notre groupe s'est abstenu.